

Prestations de traitement contre les nuisibles et les parasites au profit des organismes soutenus par le Groupement de Soutien Commissariat de Strasbourg (STB)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro de consultation : **DAF_2024_001729**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET CONTEXTE	3
ARTICLE 2 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 3 : REUNION DE MISE EN PLACE – PLAN DE PREVENTION	5
ARTICLE 4 : CATEGORISATION DES LOCAUX - TYPES DE PRESTATIONS	6
4.1 Catégorisation des locaux	6
4.2 Plan de sanitation	6
4.3 découpage en postes et type de prestations	7
ARTICLE 5 : JOURS ET HORAIRES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6 : DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS	9
6.1 Système de détection incendie	10
ARTICLE 7 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS DU POSTE 1 (PRESTATIONS PROGRAMMEES)	10
7.1 Traitement préventif des rongeurs	10
7.2 Traitement préventif des insectes	11
7.3 Nettoyage des destructeurs électriques d'insectes volants (DEIV)	11
ARTICLE 8 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS DU POSTE 2 (PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE)	11
8.1 Traitement curatif des rongeurs	11
8.2 Désinsectisation	12
8.3 Elimination des chenilles processionnaires	12
8.4 Traitement de la literie, de l'ameublement, des éléments d'infrastructure, etc.	12
8.5 Traitement des taupes, autres rongeurs des champs	12
8.6 Elimination des insectes d'archives	12
ARTICLE 9 : DELAIS	12
9.1 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 1 (prestations programmées)	12
9.2 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 2 (à bons de commande)	13
9.3 Délai de remise du compte-rendu (CR) d'intervention (hors CR « Punaises de lit »)	13
9.4 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 3 (à bons de commande après devis)	13
ARTICLE 10 : PRESTATIONS DE TRAITEMENT DES PUNAISES DE LIT (PRESTATION A BONS DE COMMANDE)	13
10.1 Identification/détection des punaises de lit	13
10.2 Traitement de l'infestation	14
10.3 Fournitures de consommables	15
ARTICLE 11 : PRODUITS ET MATERIELS	15
ARTICLE 12 : PERSONNELS	16
ARTICLE 13 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	17
ARTICLE 14 : EXIGENCES LIEES AUX SITES	17

ARTICLE 1 : OBJET ET CONTEXTE

La prestation concerne le traitement des lieux contre les rongeurs, insectes et/ou parasites indésirables au profit des organismes soutenus par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Strasbourg.

Types de nuisibles :

- rongeurs (souris, rats, mulot etc.)
- insectes rampants (blattes, cafards, fourmis...)
- insectes volants (moustiques, mouches et moucheron ...)
- chenilles processionnaires,
- punaises de lit,
- puces, gales et autres acariens...
- frelons asiatiques et guêpes (incluant travaux en hauteur)
- taupes, ragondins.

Nota : Les nuisibles suivants doivent faire l'objet d'un traitement occasionnel à part sur devis (serpents, fouines, furets, loirs, poux, tiques) ou au titre d'un marché spécifique (pigeons et autres volatiles, lagomorphes) ou parce qu'ils ne sont pas considérés comme nuisible (abeilles).

Les prestations comprennent la mise en place de moyens de protection/élimination contre les rongeurs ainsi que des interventions périodiques ou ponctuelles contre des invasions d'insectes ou de parasites ou autres nuisibles.

Elles comprennent toutes les actions techniques, administratives et de management destinées à assurer la quiétude des occupants et utilisateurs des sites en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire dans le cadre de la fonction requise des lieux.

Les prestations doivent tenir compte de la nature et de la fréquentation des lieux :

- logements,
- restaurants (les prestations à effectuer dans ces lieux sont organisées de manière à ne pas gêner la bonne marche des restaurants),
- bureaux,
- hangars,
- champs,
- chenils,
- locaux de soins,
- entrepôt de stockage RCIR etc...

ARTICLE 2 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les sites à traiter, (objet des prestations programmées - poste 1) au profit du GSC de Strasbourg (GSC STB) sont les suivants :

LOT N°1 : STRASBOURG et ILLKIRCH (67) :

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
SC STB (site principal)	15 rue de Phalsbourg - 67000 Strasbourg	7 710 m ² et extérieur 3124 m ²	Site principal
Annexe Stirn	15 rue Jacques Kablé - 67000 Strasbourg	2 011 m ²	1
Quartier Stirn	37, Bd Clémenceau et 13 rue Brulée - 67000 Strasbourg	33 194.20 m ² et extérieur 500 m ²	3
Quartier Turenne	42, rue Lauth - 67000 Strasbourg	6 702 m ² et extérieur 8 268 m ²	4
Quartier Rageot de la touche	44, rue Lauth - 67000 Strasbourg	4 112 m ² et extérieur 3 913 m ²	5

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
EM2°BB	11, Rue Brulée - 67000 Strasbourg	1 497 m ² et extérieur 100 m ²	2
COMBDD & DMD 67 & Aumônerie	13 & 15, Rue Brulée - 67000 Strasbourg	1 419 m ² et extérieur 897 m ²	3
Hôtel de Commandement	13, Rue Brulée - 67000 Strasbourg	3 149 m ² et extérieur 2 015 m ²	3
Quartier Lecourbe (PILE)	1, Rue d'Ostende - 67000 Strasbourg	1 934 m ² et extérieur 2 936 m ²	3
Quartier Medart (CIRISI)	2, rue du Corps européen - 67100 Strasbourg	1 370 m ² et extérieur 164 231 m ²	9
CIRFA & vétérinaire	1, rue de Saales - 67000 Strasbourg	861 m ² et extérieur 647 m ²	5
Succursale de Stirn (mess)	37, Bd Clémenceau – 67071 Strasbourg	3 330 m ² et extérieur 798 m ²	1
Surcursale de Broglie	17, Place de Broglie - 67000 Strasbourg	7 075 m ² et extérieur 2 889 m ²	2
DS_Leclerc	12, route du Rhin – 67400 Illkirch-Graffenstaden	50 370 m ²	10

LOT N°2 : DRACHENBRONN, OBERHOFFEN, HAGUENAU et NEUBOURG (67) :

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
Quartier ESTIENNE (site principal)	Route de Kaltenhouse – 67240 Oberhoffen sur Moder	18 240 m ²	Site principal
Quartier AIME	Rue de la Torture – 67500 Haguenau	1 200 m ²	5
GMU Neubourg	D 227 route de Mertzwiller – 67580 Neubourg	18 563 m ²	18
EAR 901	ILOT4 : 1 rue du Moulin des 7 Fontaines (adresse postale) – 67160 Drachenbronn	445 m ² 1 040 m ² 233 m ²	32

LOT N°3 : MUTZIG, GRESSWILLER et BELMONT (67) :

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
Garnison de Mutzig (site principal) Quartier MOUSSY Dont cercle mess	Route de Strasbourg – 67190 MUTZIG	24 767m ² 3 107 m ²	1
Quartier CLERC	Avenue du Général De Gaulle – 67190MUTZIG	24 166 m ²	1
Site de la colline de Mutzig Dont cercle mess	Rue du Camp – 67190 DINSHEIM sur BRUCHE	14 146 m ² 450 m ²	10
Garnison de Gresswiller Quartier CHASSEPOT Dont cercle-mess	Quartier Chassepot n°17 rue Maréchal LECLERC – 67190 GRESSWILLER	320 000 m ² 1 103 m ²	1
Site antenne BELMONT	Station Hertzienne - Champ du Feu 67130 SCHIRMECK	17 m ²	32

LOT N°4 : COLMAR, MEYENHEIM, RETWILLER ET MULHOUSE (68) :

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
152RI Quartier Walter (site principal)	2 rue des belges – 68000 Colmar	16 630 m ²	site principal

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
152RI Quartier Bruat	2 rue des Belges – 68000 Colmar	18 699 m ²	0
BCC 028 Quartier RAPP	14 avenue du Général de Gaulle - 68000 Colmar	800 m ² (estimatif)	3,2
BCC 020 Quartier RAPP	37 rue de Turckheim - 68000 Colmar	800 m ² (estimatif)	2,5
RMT - Quartier Dio	Quartier DIO – 68890 Meyenheim	3 850 000 m ²	25
USID - antenne Meyenheim	68890 Meyenheim	100 m ² (estimatif)	25
CIRFA - Quartier Vauban	1a rue Vauban - 68100 Mulhouse	1 076 m ²	40
Relais SOCRATE	Rue de Belfort – 68210 Retzwiller	30 m ²	70

LOT N°5 : MÜLLHEIM, BREISACH AM RHEIN, SCHÖNWALD (ALLEMAGNE) :

SITES	Adresse	Superficie	Nombre de KM par rapport au site principal
Bureau de garnison de Müllheim (site principal)	Schillerstraße 55 – 79379 MÜLLHEIM	195 m ²	site principal
Site de Breisach	Zähringerstraße 1 – 79206 BREISACH	1 092 m ²	35
Site de Schönowald	Am Pfläzereck – 78141 SCHÖNWALD	480 m ²	95

Les noms des sites, les adresses géographiques et les coordonnées (nom + téléphone) des responsables techniques du suivi de contrat (RTSC) figurent en annexe 1 du présent document.

D'autres points de contact seront éventuellement communiqués lors de la réunion de mise en place du marché.

ARTICLE 3 : REUNION DE MISE EN PLACE – PLAN DE PREVENTION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les prestations de services effectuées dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 pris en application du décret 2012-422 du 29 mars 2012. Il s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Ainsi, dans les **30 jours calendaires** suivants la notification du marché et en tout état de cause avant toute intervention, une visite d'inspection des sites sera effectuée et les documents de prévention (**plan de prévention et protocole de sécurité**) signés conjointement par le titulaire et le chargé de prévention de l'organisme bénéficiaire.

Cette visite doit permettre la réalisation d'un diagnostic initial (état des lieux) qui devra identifier les éventuels problèmes d'infrastructure et rappeler les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de gestion des déchets.

Cette réunion de mise en place organisée au profit du titulaire se tient en présence du chargé de prévention de chaque établissement, du bénéficiaire et le cas échéant du service acheteur.

Les sujets suivants seront notamment abordés :

- présentation des différents interlocuteurs,
- relecture commune du marché public,
- obligations des diverses parties prenantes,
- pièces à fournir avant tout début d'exécution,
- désignation d'un interlocuteur unique du titulaire (nom, coordonnées téléphoniques et adresse mail) qui assurera le lien avec la formation bénéficiaire pour tout ce qui concerne l'exécution du marché,

- planning annuel prévisionnel d'intervention,
- organisation de la première intervention,
- plan de prévention et protocole de sécurité de chargement et de déchargement,
- période de fermeture des sites,
- mesures de sécurité propres aux emprises militaires – voir infra,
- règlement intérieur et modalités d'accès aux sites (contrôle des accès – demande de contrôle élémentaire (DCE)),
- modalités de transmission des différents documents (fiche de donnée de sécurité (FDS), planning),
- formalisme du compte-rendu d'intervention,
- modalités de procédure concernant les prestations « à bon de commande » ou « sur devis » et la prise de rendez-vous.

Cette réunion permettra notamment :

- la réalisation d'une inspection de prévention préalable conjointe destinée à détecter les éventuels risques d'interférences entre les activités, les installations et les matériels de l'organisme et ceux du titulaire ;
- l'analyse des risques professionnels pouvant résulter de ces interférences ; à cet effet le titulaire doit avoir réalisé l'évaluation des risques générés par ses activités dans le cadre du marché ;
- la rédaction **d'un plan de prévention** présentant le résultat de cette analyse des risques, ainsi que le cas échéant les mesures de prévention et/ou de protection retenues afin d'éviter ou de réduire ces risques.

Nota : aucun accès au site n'est possible tant que le plan de prévention n'est pas signé conjointement. Ainsi le retard dans l'élaboration de ce plan entraîne l'application de sanctions financières/pénalités (cf. article 9.8.1 du CCAP).

La liste nominative des personnels du titulaire est communiquée au GSC STB avant le début des prestations.

ARTICLE 4 : CATEGORISATION DES LOCAUX - TYPES DE PRESTATIONS

4.1 Catégorisation des locaux

A chaque catégorie de locaux est associée une périodicité d'intervention pour les prestations programmées du poste 1 (traitement préventif).

Locaux de type 1 dits « sensibles »

- les bâtiments des organismes nourriciers, et plus généralement tous les lieux de stockage, de production et de transformation alimentaire pour les personnes ou animaux (ex chenils),
- les locaux des hôpitaux, des antennes médicales,
- les locaux techniques (présence de nombreux câbles).

Pour ces locaux, **la périodicité minimum d'intervention est bimestrielle** (tous les 2 mois).

Locaux de type 2 dits « commun »

Par défaut, il s'agit de tous les autres bâtiments : bâtiments d'hébergement, hangars ...

Pour ces locaux, **la périodicité minimum d'intervention est trimestrielle** (tous les 3 mois).

L'annexe 2 au présent CCTP identifie les locaux selon leur type (1 ou 2), les prestations associées au titre du poste 1 et leur périodicité minimum d'intervention.

4.2 Plan de sanitation

Dans le cadre du plan de maîtrise sanitaire, et plus précisément dans le plan de lutte contre les nuisibles, les établissements possédant un service de restauration doivent disposer d'un « plan de sanitation » détaillé.

Ces organismes sont les suivants :

LOT N°1 : STRASBOURG et ILLKIRCH (67) :

- cercle mess du quartier STIRN
- cercle mess du site de BROGLIE
- cercle mess du quartier LECLERC

LOT N°2 : DRACHENBRONN, OBERHOFFEN, HAGUENAU et NEUBOURG (67) :

- cercle mess du quartier ESTIENNE
- cercle mess du groupement de munition de Neubourg

LOT N°3 : MUTZIG, GRESSWILLER et BELMONT (67) :

- cercle mess du quartier MOUSSY
- cercle mess du site de la colline de Mutzig
- cercle mess du quartier CHASSEPOT

LOT N°4 : COLMAR, MEYENHEIM, RETWILLER ET MULHOUSE (68) :

- cercle mess du quartier WALTER
- cercle mess du quartier DIO

LOT N°5 : MÜLLHEIM, BREISACH AM RHEIN, SCHÖNWALD (ALLEMAGNE) :

- cercle mess du Chalet de Schönwald en Allemagne.

Il s'agit d'un plan des locaux avec le repérage **des zones traitées, des pièges pour les souris...**

Ce plan devra être mis en place conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire met en œuvre la prestation de façon à assurer une sécurité optimale des denrées alimentaires présentes dans les cuisines et les dépendances. Le PA se réserve le droit de faire évoluer cette exigence en fonction de l'évolution du périmètre géographique du GSC STB et des normes vétérinaires en vigueur au sein du Service de Santé des Armées.

Ce plan devra être réalisé en début de marché en lien avec l'établissement concerné dans les 30 jours calendaires suivants la notification du marché.

4.3 découpage en postes et type de prestations

Trois types de prestations sont à honorer :

✓ Prestations dites « programmées » objet du poste 1 :

Les prestations visent à prévenir (**traitement préventif**) l'invasion des nuisibles suivants :

Pour l'ensemble des lots :

- rongeurs,
- insectes rampants (type blattes, cafards, fourmis...),
- insectes volants (type mouche, moustiques, moucheron ...) le cas échéant.

Est concerné aussi le nettoyage des destructeurs électriques ou à bandes à glue d'insectes volants (DEIV cf. art. 7.3 du présent CCTP) et le remplacement des destructeurs hors service qui sera à la charge du titulaire.

Pour les locaux de restauration de type 1, un plan de sanitation est à mettre en place (cf. art 4.2 du présent CCTP).

✓ Prestations à bons de commande objet du poste 2:

Elles visent principalement à la mise en place, en fonction des besoins, d'un **traitement curatif**. Il appartient au titulaire de déterminer le traitement le mieux adapté au degré d'infestation des sites. Le traitement/la destruction doivent être adaptés à la menace avec des produits ou des moyens efficaces et ce dans le respect de l'environnement.

Elles peuvent être réalisées sur tous sites (organismes en ville ou sites excentrés) et bâtiments, qu'ils aient ou pas fait l'objet d'un traitement préventif au titre du poste 1.

Elles concernent :

- l'élimination de :
 - o rongeurs (souris, rats, mulots...)
 - o insectes rampants (blattes, cafards, fourmis...)
 - o insectes volants (moustiques, mouches et moucheron...)
 - o nids et chenilles processionnaires,
 - o gales, puces et autres acariens...
 - o punaises de lit,
 - o taupes,
 - o frelons asiatiques et guêpes (incluant les travaux en hauteur, supérieur à 3 mètres)
la société titulaire doit prendre les équipements nécessaires pour intervenir quelle que soit la hauteur (ex : nacelle).
- Le traitement curatif par répulsion pour les sites faisant l'objet d'infestations occasionnelles d'animaux protégés (martres, fouines, furets... selon la réglementation en vigueur) ;
- l'enlèvement des ragondins (selon la réglementation applicable pour le département concerné) ;
- le traitement des insectes nuisibles à la conservation des archives (poux de l'ordre des psocoptères).

Les prestations qui le nécessitent sont affectées d'un coefficient « majorateur » (demi-journée ou journée) pour la mise en place d'une nacelle en fonction de la hauteur considérée (cf. bordereau de prix).

A la charge du titulaire le cas échéant avec demande d'autorisation municipale pour intervention sur la voie publique.

Les prestations à bons de commande peuvent aussi consister en la mise en place et la maintenance/entretien de désinsectiseur électrique ou à bandes à glu et en achat de consommables (insecticide aérosol pour insectes volants et rampants).

Ces prestations correctives font l'objet d'une garantie de 2 mois à compter du dernier jour de l'intervention corrective.

✓ **Prestations à la demande non encore définies objet du poste 3 :**

Ces prestations visent des nuisibles non identifiés à l'article 1, elles font l'objet d'un devis et sont réalisées en fonction de l'appréciation des risques liés à l'environnement, des caractéristiques liées à la nature du bâtiment à traiter et dans le respect de la réglementation et de la sécurité.

ARTICLE 5 : JOURS ET HORAIRES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les horaires sont donnés à titre indicatif ; pour chaque site ils seront précisés lors de la réunion de mise en place du marché.

Nota : des dérogations d'horaires peuvent être délivrées pour des prestations nécessitant l'absence des personnels sur site.

Pour l'ensemble des sites en Alsace (**lots 1 à 4**):

- du lundi au jeudi : de 8h00 à 16h30 ;

Pour les sites en Allemagne (**lot 5**) :

- du lundi au jeudi : de 09h00 à 16h00.

Les prestations programmées (poste 1) seront réalisées pendant les heures ouvrées.

Les prestations à la demande (postes 2 et 3) seront réalisées pendant les heures ouvrées.

En cas d'urgence, celles-ci pourront être réalisées en dehors des heures ouvrées et notamment le week-end.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS

Le titulaire a un devoir de conseil : tout changement dans la réglementation applicable à ce segment doit être signalé à l'administration (service acheteur) et aux organismes bénéficiaires.

L'ensemble des prestations, dont les modalités d'exécution sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP), doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permettant de respecter les tâches prévues.

Si après intervention, les objectifs fixés à l'article 7 du présent document ne sont pas atteints, le titulaire en est informé par appel téléphonique confirmé par mail avec accusé de réception. Il dispose alors de 24h après réception de cette information pour intervenir à nouveau. Il doit mettre en œuvre les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme au cahier des charges, sans augmentation du montant du marché.

Le titulaire sera averti par le GSC de toutes apparitions de nuisibles aussitôt qu'ils seront décelés.

Les prestations sont réalisées dans le respect de la réglementation en vigueur, des dispositions du présent CCTP et conformément à la méthodologie d'intervention décrite dans le mémoire technique du titulaire.

Le titulaire définit tous moyens matériels et en personnel, nécessaires et suffisants ; il les fournit, les met en œuvre ou les encadre sous sa responsabilité, en vue de l'exécution des prestations avec les résultats attendus.

Pour tous les postes, les prestations comprennent notamment :

- la fourniture, la manutention et la mise en place des produits, matériels, appâts, etc ;
- les différentes préparations à réaliser pour la pose des matériels ;
- l'enlèvement des cadavres ;
- le nettoyage des zones en fin de traitement afin de laisser les locaux en état normal d'entretien ;
- l'enregistrement des données (traçabilité) ;
- la fourniture d'un compte-rendu d'intervention (cf. *infra*).

Lors de ses interventions sur site (interventions programmées ou ponctuelles), le titulaire est tenu de procéder à l'enlèvement de tous les cadavres de nuisibles qu'il pourrait observer ou qui lui seraient rapportés par toute personne du ministère des armées (MINARM).

Si une demande spécifique nécessite l'intervention du titulaire pour enlever des cadavres de nuisibles, la prestation lui sera commandée par bon de commande au titre du poste 2.

L'élimination des cadavres se fait dans le respect des réglementations en vigueur, avec les mesures d'hygiène, de sécurité et la traçabilité appropriées.

Le titulaire réalise les travaux de façon continue : une intervention commencée ne doit pas être interrompue, sauf accord/demande expresse du responsable du site concerné.

Pour toutes interventions, le titulaire met en place dans chaque pièce/lieu traité des fiches d'information détaillant le type de produit ou matériel déposé ainsi que les précautions à prendre par les personnes amenées à y pénétrer, y séjourner ou s'en approcher.

Compte-rendu d'intervention : pour toutes interventions, le titulaire remet au **Responsable du Suivi Technique du Contrat (RTSC)** avec copie bureau maîtrise des risques (BMR) un compte-rendu d'intervention précisant les points suivants :

- date et lieu de l'intervention,
- heure et durée de l'intervention,
- désignation du site et du bâtiment,

- nature (nuisibles traités) et détail de l'intervention,
- produits et matériels utilisés (quantité et fiches de données de sécurité),
- nom et visa de l'intervenant,
- niveau de consommation constaté des placebos (cas des rongeurs),
- nécessité ou pas d'un bon de commande au titre du traitement curatif,
- éventuelles observations ou suggestions¹,
- attestation de non infestation le cas échéant.

6.1 Système de détection incendie

Certains bâtiments peuvent être équipés de système de détection incendie. L'utilisation de certaines méthodes (vaporisation, gaz...) risque de déclencher l'alarme et provoquer la mise en marche de certains systèmes (désenfumage, fermeture de porte coupe-feu, arrêt d'ascenseur...). Par conséquent, le titulaire ne les utilisera qu'après accord du chargé de prévention ou du responsable de la sécurité incendie, et après neutralisation du système d'alarme.

ARTICLE 7 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS DU POSTE 1 (PRESTATIONS PROGRAMMEES)

7.1 Traitement préventif des rongeurs

Bâtiments/zones : voir annexe 2

Les prestations doivent empêcher l'infestation de bâtiments, locaux ou installations et les maintenir exempts de rongeurs.

Suite à la nouvelle réglementation, les prestations préventives consistent essentiellement en des contrôles au moyen de placebos, pièges mécaniques ou tout autre moyen autorisé.

Les prestations sont réalisées conformément aux fréquences minimales imposées en annexe 2 du CCTP et détaillées² par le titulaire dans son mémoire technique.

Après notification, des plans pourront être mis à disposition du titulaire pour faciliter l'identification de l'emplacement des produits et matériels ainsi que leur nombre par bâtiment. Ces plans restent sur site et sont fournis à la demande du titulaire lors de ses passages pour modification éventuelle.

Le planning devient applicable après vérification de la bonne intégration de la méthodologie des opérations dans l'organisation générale du bénéficiaire ; il est transmis à tous les RTSC (Responsables Techniques du Suivi du Contrat).

Ce document peut évoluer en fonction des besoins et des activités du site, soit à l'initiative du titulaire, soit à l'initiative du bénéficiaire. Aucune évolution ne se fait sans l'aval du bénéficiaire.

Le titulaire a déterminé dans son mémoire technique le nombre de passages qu'il effectuera annuellement sur chacun des sites.

Le titulaire doit à minima respecter les périodicités définies pour le type de locaux considéré (type 1³ et 2⁴). Il peut proposer dans son mémoire technique une fréquence de passage plus importante, dès lors il encourt des pénalités s'il ne respecte pas son planning prévisionnel d'intervention.

1 Au titre des observations, le titulaire s'engage notamment à informer les RTSC concernés :

- des défauts d'étanchéité de nature à favoriser la pénétration des nuisibles ;
- des défaillances structurelles des locaux offrant des abris aux nuisibles ;
- de la disparition ou détérioration des pièges.

2 Pour mémoire un contrôle des appâts, produits ou matériels est réalisé à minima 6 passages par an pour les locaux de type 1 et 4 passages par an pour les locaux de type 2. Cf annexe 2 au CCTP

3 **Type 1 dit « sensible »**, la périodicité minimum d'intervention est **bimestrielle**.

4 **Type 2 dit « commun »**, la périodicité minimum d'intervention est **trimestrielle**.

Les traitements de dératisation sont effectués avec une visite minutieuse de chaque bâtiment : inspection des zones à risques, refuges (derrière les meubles, zones encombrées par des stockages, ...), sous-sols, locaux techniques et dans tous les cas, recherche de traces de passage, de marques de présence.

Dans le cadre du traitement des chenils, le titulaire doit prendre des dispositions pour garantir l'intégralité totale des locataires et usagers des chenils. En cas de maladie ou de mort d'un chien suite à l'ingestion de produits servant à la lutte antiparasitaire, le titulaire est redevable du préjudice subi, sauf s'il est prouvé que les consignes de sécurité n'ont pas été respectées.

Lors de ses visites programmées, si le titulaire constate une infestation de rongeurs, il en informe immédiatement le RTSC pour qu'un traitement curatif soit déclenché au titre des prestations à bon de commande.

7.2 Traitement préventif des insectes

Bâtiments/zones : voir annexe 2 du lot concerné.

Les prestations consistent en la mise en place de traitements contre les insectes volants et/ou rampants ainsi que les punaises de lit destinés à prévenir, éliminer et éviter leur prolifération. Le titulaire établit un plan de désinsectisation adapté au site et indique au minimum les informations suivantes :

- le type de traitement utilisé et ses différents emplacements ;
- le plan de mise en œuvre ;
- le planning d'intervention.

7.3 Nettoyage des destructeurs électriques d'insectes volants (DEIV)

DEIV : les prestations consistent uniquement à débrancher l'appareil, vider le tiroir, évacuer les insectes, remonter le tiroir, nettoyer le plateau et les grilles métalliques en enlevant les insectes et le remettre en état de fonctionnement.

L'entretien/maintenance des DEIV déjà en place sur site étant compris dans le contrat de maintenance des matériels de restauration collective, le titulaire assure leur nettoyage à chaque passage, 6 fois par an avec le renouvellement obligatoire des consommables (sites nourriciers)

DEIV à bande à glu : les prestations consistent uniquement à débrancher l'appareil, nettoyer l'appareil, changer la plaque à glue et le remettre en état de fonctionnement.

Le nombre de DEIV par site au titre des prestations programmées du poste 1 sont indiqués dans l'annexe 2 du CCTP.

ARTICLE 8 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS DU POSTE 2 (PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE)

8.1 Traitement curatif des rongeurs

Les prestations consistent en la mise en place de pièges, boîtes d'appâts homologuées et sécurisées et tout autre matériel de saisie ou d'élimination conforme à la réglementation en vigueur lors d'un ou plusieurs passages afin d'assurer un suivi de l'infestation.

Ces derniers doivent être posés de manière à éviter tout risque pour les personnels travaillant dans les locaux comme pour les animaux de service. A chaque passage les anciens appâts sont obligatoirement vérifiés. Ils sont retirés, traités conformément à la législation en vigueur et remplacés par d'autres.

Les produits rodenticides sont sous emballage adapté pour éviter les dispersions ou placés dans des dispositifs sécurisés.

Dans les endroits subissant des lavages intensifs, ces derniers doivent être prévus pour résister à l'humidité.

En cas de forte infestation, le traitement est adapté à l'infestation et en tout état de cause la matière active utilisée peut être changée pour endiguer l'infestation existante.

Nota : les rongeurs traités au titre des prestations à bons de commande sont localisés dans des bâtiments autres que ceux identifiés à l'annexe 2 du CCTP.

8.2 Désinsectisation

Les prestations consistent en la mise en place de traitements contre tous insectes et leur remplacement si nécessaire, destinés à éliminer et éviter leur prolifération.

Nota : les insectes traités au titre des prestations à bons de commande sont localisés dans des bâtiments autres que ceux identifiés à l'annexe 2 du CCTP.

8.3 Elimination des chenilles processionnaires

Les prestations consistent en deux types de traitement :

- Traitement mécanique : le protocole inclut la mise en place d'Ecopiège, l'échenillage des cocons et la pose de piège à phéromones ;
- Traitement biologique : le protocole permet la contamination des aiguilles et l'élimination des chenilles pendant leur développement.

8.4 Traitement de la literie, de l'ameublement, des éléments d'infrastructure, etc.

Les prestations consistent en la pulvérisation ou la pose de produits visant à empêcher l'infestation des matelas, de l'ameublement (fauteuils...), des effets du personnel et certains éléments d'infrastructure (moquettes, parquets...) par les puces, gales et autres acariens, etc... et éviter leur prolifération.

8.5 Traitement des taupes, autres rongeurs des champs

Les prestations consistent en l'élimination, la capture ou l'éloignement de ces spécimens visant à empêcher l'infestation et/ou leur prolifération.

8.6 Elimination des insectes d'archives

Les prestations consistent en la mise en place de traitements destinés à éliminer les insectes nuisibles à la conservation des archives et à éviter leur prolifération.

Les traitements utilisés sont compatibles avec la conservation des archives, notamment avec la préservation du papier. Ils doivent au préalable avoir reçu l'approbation d'un conservateur du patrimoine du centre des archives du personnel militaire ou du service historique de la défense.

Liste des insectes d'archives (non exhaustive) : ordre des psocoptères (poux des livres, des poussières, etc.)

ARTICLE 9 : DELAIS

Le non-respect des délais entraîne applications de sanctions financières/pénalités (voir article 9.8.1 du CCAP sur ce point).

9.1 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 1 (prestations programmées)

Le titulaire se met en rapport avec le RTSC du site concerné (**annexe 1**) afin de convenir des dates et heures de passage.

Le nombre de passage annuel devra être conforme avec les exigences de l'annexe 2 au CCTP et avec le mémoire technique proposé par le titulaire.

9.2 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 2 (à bons de commande)

Le titulaire, dès réception du bon de commande, se met en rapport avec le RTSC du site concerné (**annexe 1**) afin de convenir des date et heure de passage qui doivent en tout état de cause être au maximum de :

- **72 heures ouvrées** à compter de la réception du bon de commande : cas général pour tous bâtiments et tous lieux ;
- **48 heures ouvrées** à compter de la réception du bon de commande : bâtiments des organismes nourriciers, chenils et antennes médicales (type 1) ;
- **24 heures ouvrées** à compter de la réception du bon de commande : prestations urgentes telles que nids de frelons ou guêpes, punaises de lit, risques sanitaires ou avérés pour le personnel ; l'urgence sera précisée sur le bon de commande.

9.3 Délai de remise du compte-rendu (CR) d'intervention (hors CR « Punaises de lit »)

Le titulaire remet au RTSC (avec copie bureau maîtrise des risques BMR) son compte-rendu d'intervention (contenu : voir infra) **8 jours ouvrés** après chaque intervention.

Nota : les délais de remise des CR pour les interventions « Punaises de lit » sont précisés dans l'article infra spécifique à ce nuisible.

9.4 Délai d'intervention au titre des prestations du poste 3 (à bons de commande après devis)

Le titulaire, dès réception de la demande de devis, dispose de **7 jours calendaires** pour transmettre son devis en précisant ses délais d'intervention pour la prestation considérée.

ARTICLE 10 : PRESTATIONS DE TRAITEMENT DES PUNAISES DE LIT (PRESTATION A BONS DE COMMANDE)

Le ministère des armées est confronté à la prolifération de punaises de lit (scientifiquement appelée *Cimex lectularius*) et souhaite pouvoir assurer une prise en charge si une contamination venait à toucher un établissement recevant du public.

Les prestations portent sur :

- l'identification/détection d'une infestation par des punaises de lit ;
- la désinsectisation du matériel et des pièces infestées par différents moyens (thermique, mécanique, chimique ...) ;
- la fourniture de produits consommables.

Les zones sont de diverses natures et accueillent divers publics :

- des chambres :
 - o occupées en permanence dans les bâtiments cadres (BCC),
 - o occupées temporairement (hôtellerie) ;
- des bureaux, salles de réunion ;
- des véhicules ;
- des chambres de patients ou box de consultation.

Le type de pièces et/ou nombre de lits et/ou véhicules seront indiqués dans le bon de commande.

En cas de commande, ce type de prestations est à assurer conformément au protocole décrit dans le mémoire technique du titulaire.

10.1 Identification/détection des punaises de lit

Pour lutter efficacement contre les punaises de lit, il est primordial de les localiser très précisément. Il ne faut pas omettre des zones d'infestation afin de pouvoir les éliminer dans leur totalité. En cas de suspicions, faire un autocontrôle avec un dispositif adapté selon la zone à traiter en poste 1.

Le titulaire doit être capable de répondre au besoin dans un délai de **48 heures ouvrées maximum** à compter de la réception du bon de commande.

10.1.1. Méthode de détection visuelle humaine (offre de base)

Le titulaire, dès réception du bon de commande, remet au RTSC un compte-rendu bref et précis à l'issue des recherches dans un délai de **3 jours ouvrés** après l'intervention qui indique :

- absence ou présence de punaises de lit
- en cas de détection de punaises, sont-elles vivantes ou mortes ?
- signes indirects d'infestation (déjections, traces de sang, ...)
- niveau d'infestation (nombre et localisation des lieux d'infestation)
- conseils à mettre à œuvre par le bénéficiaire (traitement curatif, prévention, ...).

Prévention : autocontrôle avec dispositif adapté selon la zone à traiter.

10.1.2. Méthode de détection canine (prestation à la demande)

Généralités :

Les chiens de catégorie 2 sont interdits ; les chiens en usage dans la police ou les douanes type berger allemand, malinois aussi.

Le titulaire privilégie l'utilisation de chiens renifleurs selon la méthode croisée : double passage avec 2 animaux différents pour une cartographie la plus optimale, des points d'infestation.

Le titulaire possède a minima plus de 2 chiens et chaque animal a 2 ans d'expérience prouvée dans le domaine de la détection de la punaise de lit.

Les chiens ont leurs vaccins à jour.

Le maître-chien est détenteur d'une certification nationale ou internationale fournie par un dresseur canin reconnu attestant du binôme maître-chien/chien.

Cette prestation pourra être commandée pour confirmer l'efficacité d'un traitement.

Le titulaire, dès réception du bon de commande, remet au RTSC un compte-rendu bref et précis à l'issue des recherches dans un délai de **24 heures ouvrées** après l'intervention qui indique :

- absence ou présence de punaises de lit
- en cas de détection de punaises, sont-elles vivantes ou mortes ?
- signes indirects d'infestation (déjections, traces de sang, ...)
- niveau d'infestation (nombre et localisation des lieux d'infestation)
- conseils à mettre à œuvre par le bénéficiaire (traitement curatif, prévention, ...).

10.2 Traitement de l'infestation

Nota : les traitements mécaniques et thermiques sont essentiellement assurés par le bénéficiaire : utilisation d'aspirateur, de poudres dessiccantes (terre de diatomée ou silica gel ou d'appareil vapeur sèche).

Le titulaire peut néanmoins être sollicité sur bon de commande pour traiter, aussi il convient qu'il maîtrise les différents moyens de lutte contre les punaises de lit :

- mécaniques : aspiration, application de poudre dessiccante (terre de diatomée ou silica gel) ;
- thermiques : recours à la vapeur sèche (utilisation d'appareil vapeur), recours à la montée en température de la pièce, recours au froid (utilisation de congélateurs) ;
- chimiques : utilisation de produits biocides.

10.2.1 Traitement mécanique ou thermique

Le rôle du titulaire pour ce mode de traitement est essentiellement un rôle de conseil au bénéficiaire et de fournitures de consommables.

En cas de commande, ce type de prestations est à assurer avant d'appliquer un traitement chimique, conformément au protocole décrit dans le mémoire technique du titulaire.

Ce type de prestations peut également être utilisée en prévention à la fin d'un traitement curatif.

Le titulaire remet au RTSC un compte-rendu bref et précis à l'issue de chaque intervention dans un délai de **24 heures ouvrées** après l'intervention qui indique :

- les moyens et produits utilisés

- les dates et lieux précis d'intervention

10.2.2 Traitement chimique

Le traitement chimique est complémentaire aux mesures mécaniques et thermiques.

En cas de commande, ce type de prestations est à effectuer à minima en 3 passages espacés chacun de 2 semaines.

Les produits biocides utilisés doivent posséder un numéro d'autorisation de mise sur le marché (AMM) ; leurs fiches techniques (avec précision du type de formulation : pulvérisation et/ou fumigation et/ou nébulisation) et les données de sécurité⁵ sont fournies par le titulaire qui par ailleurs doit être capable de produire un certibiocide à jour.

Le titulaire utilise au moins 2 familles chimiques d'insecticides différents ou à défaut 2 substances actives différentes d'une même famille.

Le traitement est appliqué sur tous les éléments constitutifs de la pièce (mobilier, matelas, rideaux, gaines de ventilations, cloison, inserts, prises, plinthes...).

Le titulaire remet au RTSC un compte-rendu bref et précis à l'issue de chaque intervention dans un délai de **24 heures ouvrées** après l'intervention qui indique :

- les moyens et produits utilisés
- les dates et lieux précis d'intervention

10.3 Fournitures de consommables

- bombes aérosol insecticide TERRE DE DIATOMEES - 500ml
- Bombes aérosol insecticide avec projection de 10 mètres et plus
- détecteur punaises - pack de 10 unités.

Le délai entre la commande et la livraison est celui indiqué par le titulaire dans son offre (dans son mémoire technique) sans pouvoir dépasser 1 semaine.

ARTICLE 11 : PRODUITS ET MATERIELS

Aucun matériel n'est mis à disposition du titulaire.

Les produits utilisés doivent au préalable avoir été agréés par l'administration. Par ailleurs, les produits utilisés pour les sites FFECSA doivent être conformes à la réglementation en vigueur en Allemagne et plus précisément dans le Bade-Wurtemberg.

Les produits utilisés doivent être sans danger pour les hommes et les animaux domestiques et doivent respecter la législation relative à la protection de l'environnement (homologués).

Le stockage en vrac de produits pulvérulents est interdit.

Aucun produit ne doit être abandonné sur les lieux d'exécution de la prestation.

Le titulaire prend toutes précautions pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Tout dommage causé aux biens matériels (y compris patrimoniaux), installations et équipements est à la charge du titulaire.

Le titulaire utilise des produits et matériels adaptés aux locaux traités, à leur fonction et permettant le meilleur traitement possible, tout en minimisant le dérangement des occupants des locaux.

Tout produit ou matériel défectueux doit être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.

⁵ A chaque changement de produits le titulaire envoie les fiches de données de sécurité (FDS-en français) des produits utilisés.

Le titulaire respecte les réglementations en vigueur concernant les produits. La composition et la qualité de chaque type de fournitures sont au minimum celles déterminées par les textes et les documents réglementaires.

Le titulaire fournit systématiquement au chargé de prévention ou au chargé d'environnement les fiches de données de sécurité (FDS-en français) à jour de tous les produits antiparasitaires utilisés (cf. le plan de prévention).

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire l'utilisation de matériels ou de produits s'ils ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur, ou sont susceptibles de provoquer des dégradations.

Tout produit interdit fait l'objet d'un remplacement aux frais du titulaire par un autre produit.

S'il vient à utiliser de nouveaux produits, le titulaire fournit les fiches produit et les FDS afin d'avoir l'accord des chargés de prévention ou d'environnement avant utilisation.

Le bénéficiaire se réserve le droit de faire procéder à des analyses sur échantillons prélevés sur les produits utilisés.

A la demande des responsables de chaque site, gérant ou responsable HACCP (Hazard Analysis and Critical Control Point), pour les organismes nourriciers, chargé de prévention, ou responsable d'environnement, il sera demandé la mise en place de documents permettant d'assurer un suivi et/ou un contrôle par les services vétérinaires pour toutes prestations effectuées.

Le montant des dommages causés aux installations et aux équipements de l'Etat, sera à la charge du titulaire, en cas d'utilisation d'un produit non adapté.

Le bénéficiaire effectuera des contrôles inopinés afin de vérifier l'ensemble de ces points.

Les matériels relatifs au traitement préventif (boîtes d'appâtages, pièges mécaniques...) devront être retirés à la fin du marché ou en cas de non reconduction de celui-ci dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de fin contractuelle.

ARTICLE 12 : PERSONNELS

Le titulaire fait exécuter les prestations par des techniciens qualifiés connaissant les procédures de sécurité à appliquer. Il met tout en œuvre pour assurer la sécurité de son personnel lors des interventions conformément à la réglementation relative à la santé et sécurité au travail.

Le personnel est à jour de toutes les attestations réglementaires et en règle vis à vis de la médecine du travail.

Il détient lors de la prestation les différentes habilitations (certificat de compétence) et peut les présenter sur demande du responsable du bâtiment.

Le personnel respecte les règles de conduite, directives et consignes arrêtées par le chef d'emprise et responsable de site pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au quartier, sécurité incendie, etc...).

Le personnel doit être facilement identifiable par le port d'une tenue ou d'un badge comportant le logo de la société.

Le personnel pénétrant dans les postes de transformation ou autres locaux distribuant de l'énergie électrique possède un titre d'habilitation à jour et signé par le titulaire. Il est en permanence accompagné d'un personnel désigné par le RTSC.

Le personnel travaillant en hauteur possède une attestation de formation aux travaux en hauteur délivrée après formation et ne présente pas de contre-indications médicales.

Pour la conduite des nacelles élévatrices, le titulaire produit une autorisation de conduite en cours de validité signée par le titulaire.

Le personnel doit être équipé d'EPI (équipements de protection individuelle) adaptés aux prestations effectuées.

ARTICLE 13 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Durant l'exécution des prestations, le titulaire respecte les règles de « non gêne » aussi bien pour les personnels présents sur site que pour les riverains de l'établissement, habitants des communes environnantes.

En cas de constat d'un incident environnemental ou autre, susceptible de mettre en danger sa propre intégrité ou celle d'autres personnes présentes sur le site, le titulaire doit avertir immédiatement et obligatoirement le chargé de prévention du site.

Abeilles : le titulaire est informé que l'utilisation d'insecticide ou de pesticide est quasi nulle sur ces espaces verts et que les terrains du ministère des armées sont écologiquement propices à l'installation de ruchers sédentaires ou en transhumances.

Air : protégé par captation au maximum des poussières et vapeurs, utilisation des produits en quantité strictement suffisante ; fermeture chaque fois que possible des bidons de produits utilisés, etc.

Déchets : le titulaire élimine les déchets qu'il génère en respectant les normes environnementales en vigueur (évacuation et traitement) ; en aucun cas il n'utilise les moyens de collecte de déchets localisés dans l'enceinte de l'établissement.

Eau : protection des réseaux d'égouts et d'eaux pluviales par non rejet de produits dans ce milieu et utilisation de rétention pour tous les stockages.

Energie : limiter au strict nécessaire l'utilisation des installations techniques. Le titulaire veille entre autres à éteindre les lumières dans les bâtiments à la fin de son activité, à maintenir les portes et fenêtres fermées pendant l'utilisation des systèmes de chauffage ou climatisation (après aération strictement nécessaire).

Infrastructures : le titulaire prend les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité des installations techniques et infrastructures des sites pendant la durée du contrat. Tout dommage causé aux installations et équipements des sites sera à sa charge.

Politique environnementale du site : le titulaire est informé de la politique environnementale de l'établissement (ex : si le site est certifié ISO 14001). Il la communique⁶ au personnel qu'il détache sur les sites.

ARTICLE 14 : EXIGENCES LIEES AUX SITES

L'utilisation de véhicules personnels est strictement interdite pour tout déplacement à l'intérieur des sites : le titulaire fournit les moyens de locomotion nécessaires à son personnel, avec identification clairement visible sur les côtés du véhicule (logo minimum format A3).

Nota :

- pour accéder aux zones pyrotechniques, prévoir des véhicules essence, diesel ou électrique équipés d'extincteurs.
- en période hivernale, pour accéder aux unités situées en zone montagneuse (concerne les lots n°2 (Drachenbronn) et 3 (Colline de de Mutzig) conformément au code de la route (loi « montagne II »), les véhicules devront posséder des équipements hivernaux.

Le titulaire fournit la liste des véhicules ou engins intervenant sur le site ainsi qu'une photocopie des cartes grises, des certificats d'assurance et du permis de conduire des utilisateurs.

L'accès au site sera refusé à tout véhicule n'ayant pas été déclaré.

Tout changement de véhicule est immédiatement signalé pour mise à jour de cette liste.

⁶ La liste des personnels sensibilisés doit être tenue à disposition du bénéficiaire sur les sites (liste émarginée et datée pour chaque personnel).

En cas d'alerte quelle que soit sa nature, les agents et leur véhicule pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents. De même, l'accès à certaines zones pourra leur être temporairement interdit. L'inexécution des tâches ne fera alors courir aucune pénalité.

ANNEXES

Annexe 1 : détail des sites, adresse et coordonnée des responsables techniques

Annexe 2 : identification et catégorisation des locaux – prestations du poste 1

Annexe 3 : identification des lieux pour les prestations du poste 2